



La crise sanitaire, avant même une éventuelle seconde vague meurtrière, apparaît dès à présent dévastatrice du point de vue économique et social : elle a creusé les inégalités et provoqué une avalanche de licenciements. Pour y faire face, Jean Castex a présenté son plan de relance : 100 milliards de cadeaux aux entreprises sans contrepartie en terme d'emplois, sans aucun développement des Services Publics (pas même dans l'hospitalière), sans 1€ pour l'Éducation, et qui ne promet que 120 000 créations d'emplois alors qu'on chiffre à 800 000 les destructions à venir. Il ne répond en rien aux urgences sociales et écologiques.



Et au-dessus de tout cela plane toujours l'ombre du projet de réforme des retraites, qu'on avait pu croire "vaincu" par le virus, mais qui pourrait ressortir des tiroirs. L'application de la loi de Transformation de la Fonction Publique s'est accélérée. Toujours les mêmes recettes donc, celles d'une politique libérale bien à droite... qui se teinte même de plus en plus d'une sordide course à l'extrême-droite : dans un contexte toujours plus répressif, au lendemain des mobilisations contre le racisme et les violences policières de juin, Darmanin nous parle à présent d'ensauvagement !

Dans l'Éducation, le ministre nous vend une rentrée "quasi normale"... Effectivement... Cette année encore on retrouve l'impréparation volontaire qui caractérise la méthode Blanquer. Côté sanitaire, en dehors de la consigne sur les masques (payants pour les élèves !) toute l'interprétation d'un protocole publié moins d'une semaine avant la rentrée - tout ce qui pourrait éviter une nouvelle fermeture des écoles et établissements - est renvoyée au local et à la responsabilité individuelle. Côté pédagogique, ni allègement d'effectifs, ni recrutements, ni adaptation des programmes pour prendre en compte un contexte inédit où bon nombre d'élèves ne sont pas allés en classe pendant 6 mois, mais une abondance d'heures supplémentaires et les mêmes évaluations nationales !

Le gimmick "École de la confiance" n'a pas disparu de la com' ministérielle et les réformes que nous avons combattues l'an passé sont là. Toujours les mêmes recettes donc, en pire car Blanquer a même largement instrumentalisé la crise sanitaire pour accélérer et amplifier les attaques (utilisation du numérique pour le nouveau management public et le contrôle des enseignant-es, réduction de l'École aux fondamentaux et externalisation de certaines disciplines via les 2S2C, accroissement de l'individualisation et de la concurrence...).

Nous devons sortir de la période de sidération qui nous a saisi-es depuis mars. La crise sanitaire ne doit plus agir comme une chape de plomb. Le collectif "Plus jamais ça" a posé des exigences sociales, économiques et écologiques pour en sortir par le haut ; le plan de relance va à l'encontre de ces revendications. C'est pourquoi la FSU de l'Oise appelle les agents de la Fonction Publique à la grève et à la manifestation le jeudi 17 septembre 2020. C'est à nous de faire tomber les masques sur les vraies intentions du gouvernement, de relancer la mobilisation et une nouvelle séquence de lutte pour y parvenir. Ça commence le 17 et ça ne doit pas s'arrêter là !

Bénédicte Viguière, Guillaume Gressier et Julien Quintin

Co-secrétaires départementaux de la FSU Oise